**PROPOSITIONS**

**Proposition d’Arrêté ministériel portant des mesures d'urgence en matière de chômage**

### Vu l’Arrêté ministériel 13 MARS 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID -19

Vu Arrêté ministériel du 23 MARS 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

Vu l’Arrêté Royal du 30 MARS 2020 visant à adapter les procédures dans le cadre du chômage temporaire dû au virus Covid-19 entré en vigueur au 1er février 2020 ;

Vu l’Arrêté royal du 25 NOVEMBRE 1991 portant réglementation du chômage,

Vu l’Arrêté ministériel du 26 NOVEMBRE 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage ;

Vu l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative, le présent arrêté est dispensé d'analyse d'impact de la réglementation, vu l'urgence;

 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1er, alinéa 1er ;

 *Vu l'urgence, qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison notamment de la situation dans laquelle se trouvent toutes les personnes au chômage en raison des mesures prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19; ?*

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus Covid-19 dans la population, sont de nature à ralentir ou même arrêter toute forme d'activité sur le territoire national ;

Que les premières activités interdites furent « *les activités à caractère privé ou public, de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive et récréative* » (art 1er de l’Arrêté Ministériel du 13 mars 2020 portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du Coronavirus Covid-19 entré en vigueur le 13 mars 2020) ; que cette interdiction fut réitérée par l’article 5 des Arrêtés Ministériels des 18 mars puis 23 mars 2020 ;

Considérant que cette interdiction ministérielle court actuellement jusqu’au 5 avril 2020, mais que l’on doit s’attendre à ce qu’elle soit prolongée au moins jusqu’au 5 mai 2020 ;

Considérant que le secteur artistique est un secteur professionnel précarisé , soit par les conditions du travail intermittent, soit par le manque de budget ; qu’il est touché de plein fouet par la pandémie ; que toutes les activités artistiques sont à l’arrêt, qu’elles soient ou non interdites (défaut de moyens, annulation des commandes, etc) ;

Considérant que toutes les personnes liées par contrat de travail à la date du 1er février 2020, et dont le contrat est suspendu ou prend fin en raison de la pandémie, peuvent bénéficier des mesures exceptionnelles prévues par l’arrêté royal précité du 30 mars 2020 ;

Considérant qu’il n’existe aucune raison objective de ne pas appliquer ces mesures exceptionnelles à tous les professionnels du secteur artistique qui émargent à la règlementation sur le chômage, mais qui, à la date du 13 mars 2020, en raison de la nature intermittente de leur profession, n’étaient pas sous contrat de travail, ou qui, à cette date, ne remplissaient pas encore toutes les conditions pour pouvoir bénéficier d’allocations, et qui, en raison de l’interdiction de toute activité artistique, ont soit vu annuler tous leurs contrats de travail à venir, soit nécessairement perdu toute opportunité d’en conclure d’autres ;

Considérant en outre que la propagation du virus est également de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et à priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits à l’égard des différentes administrations ;

Considérant qu'il convient de garantir le principe d'égalité, de préserver la sécurité juridique, et de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait de la crise sanitaire et du fait qu'il n'ait pas été dans une situation qui lui permette d'exercer ses droits ;

Après délibération,

 Arrête :

Article [1er](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=51&imgcn.y=9&DETAIL=2020031805%2FF&caller=list&row_id=1&numero=30&rech=136&cn=2020031805&table_name=LOI&nm=2020040721&la=F&pdda=2020&chercher=t&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&pdfa=2020&pddj=16&fromtab=loi_all&pddm=03&pdfj=28&sql=pd+between+date%272020-03-16%27+and+date%272020-03-28%27+and+actif+%3D+%27Y%27&pdfm=03&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#Art.2).

Pendant la durée de la crise sanitaire liée au Covid-19 et l’interdiction des « *activités à caractère privé ou public, de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive et récréative* », le professionnel victime de cette interdiction est assimilé au chômeur temporaire au sens de l’article 27 2° a) de l’AR du 25 novembre 1991, sans que cette assimilation puisse porter atteinte à ses droits acquis avant l'entrée en vigueur des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et pour autant qu’au 13 mars 2020 il émargeait à la règlementation sur le chômage, sans nécessairement avoir déjà rempli toutes les conditions pour avoir droit aux allocations.

  [Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=51&imgcn.y=9&DETAIL=2020031805%2FF&caller=list&row_id=1&numero=30&rech=136&cn=2020031805&table_name=LOI&nm=2020040721&la=F&pdda=2020&chercher=t&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&pdfa=2020&pddj=16&fromtab=loi_all&pddm=03&pdfj=28&sql=pd+between+date%272020-03-16%27+and+date%272020-03-28%27+and+actif+%3D+%27Y%27&pdfm=03&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#Art.1er) [2](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=51&imgcn.y=9&DETAIL=2020031805%2FF&caller=list&row_id=1&numero=30&rech=136&cn=2020031805&table_name=LOI&nm=2020040721&la=F&pdda=2020&chercher=t&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&pdfa=2020&pddj=16&fromtab=loi_all&pddm=03&pdfj=28&sql=pd+between+date%272020-03-16%27+and+date%272020-03-28%27+and+actif+%3D+%27Y%27&pdfm=03&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#Art.3).

Les périodes de référence visées aux chapitres II et IV de l’Arrêté royal du 25 NOVEMBRE 1991 portant réglementation du chômage et leurs mesures d'application, sont prolongées du nombre de jours d’application des mesures d’urgence prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 depuis le 13 mars 2020.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=51&imgcn.y=9&DETAIL=2020031805%2FF&caller=list&row_id=1&numero=30&rech=136&cn=2020031805&table_name=LOI&nm=2020040721&la=F&pdda=2020&chercher=t&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&pdfa=2020&pddj=16&fromtab=loi_all&pddm=03&pdfj=28&sql=pd+between+date%272020-03-16%27+and+date%272020-03-28%27+and+actif+%3D+%27Y%27&pdfm=03&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#Art.1er) [3](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=51&imgcn.y=9&DETAIL=2020031805%2FF&caller=list&row_id=1&numero=30&rech=136&cn=2020031805&table_name=LOI&nm=2020040721&la=F&pdda=2020&chercher=t&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&pdfa=2020&pddj=16&fromtab=loi_all&pddm=03&pdfj=28&sql=pd+between+date%272020-03-16%27+and+date%272020-03-28%27+and+actif+%3D+%27Y%27&pdfm=03&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#Art.3)

Pendant les périodes de référence visées aux chapitres II et IV de l’Arrêté royal du 25 NOVEMBRE 1991 portant réglementation du chômage et ses mesures d'application, les prestations annulées en raison des mesures sanitaires prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 depuis le 13 mars 2020 sont prises en compte pour déterminer les conditions d'admissibilité aux allocations ainsi que le montant des allocations pendant ces différentes périodes de référence.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=51&imgcn.y=9&DETAIL=2020031805%2FF&caller=list&row_id=1&numero=30&rech=136&cn=2020031805&table_name=LOI&nm=2020040721&la=F&pdda=2020&chercher=t&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&pdfa=2020&pddj=16&fromtab=loi_all&pddm=03&pdfj=28&sql=pd+between+date%272020-03-16%27+and+date%272020-03-28%27+and+actif+%3D+%27Y%27&pdfm=03&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#Art.1er) [4](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=51&imgcn.y=9&DETAIL=2020031805%2FF&caller=list&row_id=1&numero=30&rech=136&cn=2020031805&table_name=LOI&nm=2020040721&la=F&pdda=2020&chercher=t&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&pdfa=2020&pddj=16&fromtab=loi_all&pddm=03&pdfj=28&sql=pd+between+date%272020-03-16%27+and+date%272020-03-28%27+and+actif+%3D+%27Y%27&pdfm=03&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation#Art.3)

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Bruxelles, le …. Avril 2020.

**Dispositions actuelles**

**Arrêté royal du 25 NOVEMBRE 1991 portant réglementation du chômage.**

**Chapitre II du Titre II (extraits)**

Art 30 : *Pour être admis au bénéfice des allocations de**chômage, le travailleur à temps plein doit accomplir un stage comportant le nombre de journées de travail mentionné ci-après :*

 *1° 312 au cours des 21 mois précédant la demande d'allocations, s'il est âgé de moins de 36 ans;*

 *2° 468 au cours des 33 mois précédant cette demande, s'il est âgé de 36 à moins de 50 ans;*

 *3° 624 au cours des 42 mois précédant cette demande, s'il est âgé de 50 ans ou plus ;*

**Chapitre IV du Titre II (extraits)**

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#Art.113) [114](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#Art.115).

 § 1. Le montant journalier de l'allocation de [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit324)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit326) du chômeur complet est fixé en fonction d'un pourcentage de la rémunération journalière moyenne, de la catégorie familiale à laquelle le chômeur appartient, visée à l'article 110, du montant limite applicable, visé à l'article 111, de la durée du [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit325)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit327) et du passé professionnel.

   La durée du [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit326)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit328) est exprimée en périodes d'indemnisation qui sont subdivisées en phases **selon le tableau annexé au présent paragraphe**.

   Dans les phases intermédiaires 2.1 à 2.4 de la deuxième période d'indemnisation, le montant journalier de l'allocation de [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit327)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit329) est calculé selon la formule
"montant de base- [n (montant de base - montant forfaitaire réduit /5)].

  (…)

   § 2. le travailleur a droit pendant 2 mois au montant de l'allocation, prévu pour la première phase de la deuxième période d'indemnisation.

  (…)

.

   § 3. Pendant la troisième période d'indemnisation, le montant journalier de l'allocation de [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit328)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit330) est fixé :

(…)

**[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31" \l "Art.115)**[**116**](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#Art.117). § 1er. Le montant journalier de l'allocation de [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit345)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit347) du chômeur complet est fixé à nouveau à partir de la première phase de la première période d'indemnisation visée à l'article 114, après une reprise du travail comme travailleur à temps plein pendant une période d'au moins 12 mois pendant une période de référence de 18 mois.

  (…)

  § 1erbis. Sans préjudice de l'application du § 1er, pour le travailleur qui a effectué des activités artistiques, le montant journalier de l'allocation de [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit349)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit351) du chômeur complet est déterminé à nouveau à partir de la première phase de la première période d'indemnisation visée à l'article 114, après une reprise du travail à concurrence de 156 journées de travail au sens de l'article 37 de l'arrêté royal suite à des activités artistiques pendant une période de référence de 18 mois.

   Par dérogation à l'alinéa précédent, il peut toutefois être tenu compte pour justifier des 156 journées visées à l'alinéa précédent de journées de travail au sens de l'article 37 de l'arrêté royal suite à des activités non artistiques à concurrence d'un maximum de 52 journées.

   Le montant journalier de l'allocation de [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit350)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit352) visée au présent paragraphe ne peut toutefois être à nouveau déterminé qu'à la demande du travailleur.

  § 1erter. Sans préjudice de l'application du § 1er, le montant journalier de l'allocation de [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit351)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit353) du chômeur complet est déterminé à nouveau à partir de la première phase de la première période d'indemnisation visée à l'article 114, après une reprise du travail à concurrence de 156 journées de travail au sens de l'article 37 de l'arrêté royal suite à des activités techniques dans le secteur artistique dans le cadre de contrats de travail de très courte durée tels que prévus au § 8, pendant une période de référence de 18 mois.

   Par dérogation à l'alinéa précédent, il peut toutefois être tenu compte pour justifier des 156 journées visées à l'alinéa précédent de journées de travail au sens de l'article 37 de l'arrêté royal suite à des activités dans un autre secteur que le secteur artistique à concurrence d'un maximum de 52 journées.

   Le montant journalier de l'allocation de [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit352)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit354) visée au présent paragraphe ne peut toutefois être à nouveau déterminé qu'à la demande du travailleur.

(…)

   § 5. Sans préjudice de l'application des §§ 1er et 2, a droit, à sa demande, à l'expiration de la troisième phase de la première période d'indemnisation pour une période de douze mois à l'allocation journalière prévue pour cette troisième phase calculée toutefois en fonction de la limite A visée à l'article 111, le travailleur qui a effectué des activités artistiques s'il apporte la preuve dans une période de référence de dix-huit mois précédent l'expiration de cette troisième phase, d'au moins 156 journées de travail au sens de l'article 37 de l'arrêté royal suite à des activités artistiques.

   Par dérogation à l'alinéa précédent, il peut toutefois être tenu compte pour justifier des 156 journées visées à l'alinéa précédent de journées de travail au sens de l'article 37 de l'arrêté royal suite à des activités non artistiques à concurrence d'un maximum de 52 journées.

   La période de référence de dix-huit mois visée à l'alinéa 1er est prolongée par les journées situées dans la période d'incapacité de travail qui a donné lieu au paiement d'une indemnité en application de la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, ou d'une indemnité en réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents sur le chemin du travail et des maladies professionnelles, si la durée ininterrompue de cette période s'élève à au moins 3 mois.

   L'avantage visé à l'alinéa 1er est à sa demande à nouveau octroyé pour douze mois si le travailleur apporte la preuve dans une période de référence de douze mois qui précède l'expiration de l'avantage précédemment octroyé, d'au moins 3 prestations artistiques qui correspondent à au moins 3 journées de travail au sens de l'article 37 de l'arrêté royal.

(…)

 § 5bis. Sans préjudice de l'application des §§ 1er et 2, a droit, à sa demande, à l'expiration de la troisième phase de la première période d'indemnisation pour une période de douze mois à l'allocation journalière prévue pour cette troisième phase calculée toutefois en fonction de la limite A visée à l'article 111, le travailleur qui a effectué des activités non artistiques s'il apporte la preuve dans une période de référence de dix-huit mois précédent l'expiration de cette troisième phase, d'au moins 156 journées de travail au sens de l'article 37 de l'arrêté royal suite à des activités techniques dans le secteur artistique dans le cadre de contrats de travail de très courte durée tels que prévus au § 8.

   Par dérogation à l'alinéa précédent, il peut toutefois être tenu compte pour justifier des 156 journées visées à l'alinéa précédent de journées de travail au sens de l'article 37 de l'arrêté royal suite à des activités dans un autre secteur que le secteur artistique à concurrence d'un maximum de 52 journées.

(…)

  § 8. Pour l'application des §§ 1erter et 5bis, il faut entendre par contrat de travail de très courte durée, le contrat de travail qui a une durée inférieure à trois mois.
   Pour l'application des §§ 1erter et 5bis, il faut entendre par activités techniques dans le secteur artistique, les activités exercées en tant que technicien ou dans une fonction de soutien consistant en :

   1° la collaboration à la préparation ou à la représentation en public d'une oeuvre de l'esprit à laquelle participe physiquement au moins un artiste de spectacle ou à l'enregistrement d'une telle oeuvre;

   2° la collaboration à la préparation ou à la représentation d'une oeuvre cinématographique;

   3° la collaboration à la préparation ou à la diffusion d'un programme radiophonique ou de télévision d'ordre artistique;

   4° la collaboration à la préparation ou à la mise en oeuvre d'une exposition publique d'une oeuvre artistique dans le domaine des arts plastiques.

**Remarques sur le chômage de longue durée (Chapitre III Section 8 - extraits)**

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31" \l "Art.79ter_COMMUNAUTE_GERMANOPHONE) [80](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#Art.81). La présente section est applicable au chômeur qui, le jour de la réception de l'avertissement, visé à l'article 81, remplit simultanément les conditions suivantes :

  1° être âgé de moins de 50 ans;

  2° pouvoir prétendre à une des allocations mentionnées ci-après :

(…)

  3° ne pas avoir repris le travail sans interruption depuis six mois au moins comme travailleur à temps plein au sens de l'article 28, § 1er ou § 2, ne pas bénéficier de la dispense visée à l'article 79, § 4bis ou à l'article 79ter, § 5, et ne pas prouver un passé professionnel qualifié suffisant comme salarié au sens de l'article 114, § 2.

 4° ne pas être occupé comme travailleur à temps partiel avec maintien des droits.

  [Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31" \l "Art.80) [81](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#Art.82).

Le directeur notifie au chômeur, sous la forme d'un avertissement, la date à laquelle la durée de son [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit262)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit264) dépassera la durée moyenne régionale du [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit263)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit265) multipliée par 1,5, compte tenu de sa catégorie d'âge et de son sexe.

(…)

  [Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31" \l "Art.81) [82](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#Art.83)

§ 1er. (Le chômeur peut introduire auprès du directeur dans le mois qui suit le jour de la réception de l'avertissement, et par lettre recommandée à la poste, un recours administratif fondé sur le fait que :

  1° il ne remplit pas les conditions de l'article 80;

  2° (la durée de son [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit270)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit272) ne dépassera pas, à la date mentionnée dans l'avertissement, la durée moyenne régionale du [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit271)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit273) multipliée par 1,5 ou la durée fondée sur sa carrière professionnelle

  3° (les revenus annuels nets imposables de son ménage, abstraction faite des allocations dont il bénéficie, ne dépassent pas (15 784,42 EUR), majorés de (631,39 EUR) par personne à charge.

(…)

 § 2. (Dans le délai visé au § 1er, le chômeur peut également introduire un recours administratif auprès de la commission administrative nationale, fondé sur les éléments suivants :

  1° soit les efforts exceptionnels et continus qu'il démontre avoir accomplis pendant toute la période de son [<](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit273)chômage[>](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?imgcn.x=39&imgcn.y=6&DETAIL=1991112550%2FF&caller=list&row_id=1&numero=6&rech=68&cn=1991112550&table_name=LOI&nm=1991013192&la=F&ddfm=12&chercher=t&dt=ARRETE+ROYAL&language=fr&fr=f&choix1=ET&choix2=ET&text1=chomage&fromtab=loi_all&sql=dt+contains++%27ARRETE%27%2526+%27ROYAL%27+and+dd+between+date%271991-01-01%27+and+date%271991-12-31%27++and+%28%28+tit+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29+or+%28+text+contains++%28+%27chomage%27%29+++%29%29and+actif+%3D+%27Y%27&ddda=1991&tri=dd+AS+RANK+&trier=promulgation&ddfa=1991&dddj=01&dddm=01&ddfj=31#hit275) en vue de retrouver du travail, à l'exclusion des périodes durant lesquelles il ne devait pas être disponible pour le marché de l'emploi. (…)

*Je pense qu'il n'est pas nécessaire de toucher à ces dispositions, dans la mesure où l'Art 82 §2 ci-dessus prévoit qu'un recours est possible devant la commission administrative nationale en cas d'"efforts exceptionnels et continus qu'il démontre avoir accomplis pendant toute la période de son <chômage> en vue de retrouver du travail, à l'exclusion des périodes durant lesquelles il ne devait pas être disponible pour le marché de l'emploi".*

*Les AM de mars 2020 qui interdisent toute activité artistique doivent nécessairement être interprétées comme une créant une "période durant laquelle il ne devait pas être disponible pour le marché de l'emploi" (ça lui est même interdit ….).*

*Il faudrait donc faire passer le message, d'une façon ou d'une autre, auprès des instances de l’Onem mais en tout cas la disposition règlementaire existante me parait suffisante.*

*A moins que l'on préfère d'office suspendre l'application de l’Art 80 pendant 6 mois (au moins) à dater de la fin de la période corona ? (cad quand les activités artistiques seront de nouveau autorisées). On pourrait même la suspendre pendant un an , le temps que l'activité se relance !*